

SUPPRESSION DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Le simple citoyen pas convaincu des arguments de Karim Djoudi

La controversée loi de finances complémentaire pour 2009 n'en finit pas de susciter les interrogations et les grognements. Si les patrons ont été très prompts à crier leur désarroi et étaler leurs interrogations dès les dispositions de cette loi complémentaire connues, ils se retrouvent maintenant quelque peu éclairés.

Mais en revanche, il n'en demeure pas moins que pour le commun des citoyens ayant accordé quelque intérêt aux explications de Karim Djoudi, relayées hier par la presse nationale, les temps sont toujours à l'incompréhension.

Première remarque : usés par les vicissitudes du quotidien ou carrément pas intéressés, les citoyens abordés hier dans les rue n'étaient pour leur majorité pas intéressés par les explications avancées par le ministre des Finances sur les dispositions les plus controversées de la loi de finances complémentaire, même si certains se sont dits concernés, évidemment à travers le chapitre ayant trait au crédit à la consommation.

Pour ceux qui ont pris connaissance totalement ou en partie de l'entretien accordé par Karim Djoudi à l'APS, beaucoup de citoyens interrogés, pour ne

pas dire tous, n'ont pas trouvé très convaincante «cette inaccoutumée gentillesse», comme la qualifie un enseignant à l'université de Tizi-Ouzou, des pouvoirs publics à «protéger le citoyen du surendettement». Argument avancé par le ministre des Finances quand il lui fallait justifier l'interdiction aux banques de compter les crédits à la consommation parmi leurs produits.

«Au prix où en est le dernier logement en Algérie, ce n'est pas demain la veille que j'aurais mon propre toit. Maintenant, avec la disparition du crédit auto, que je regrette de n'avoir pas contracté l'hiver dernier lorsque l'idée m'avait effleuré l'esprit, je demeure sous-citoyen comme beaucoup d'Algériens», poursuit le même enseignant d'université qui, sur sa lancée, trouve hilarante (il a insisté sur le mot) cette justification de Karim Djoudi qui, en plus



Photo : Samir Sid.

de vouloir éviter le surendettement aux ménages, espère que les dispositions de la LFC 2009 permettront de réguler l'importation des véhicules et favoriser l'investissement sur le marché national où les Algériens pourront trouver des automobiles produites en Algérie avec des conditions préférentielles.

«Des véhicules produits en Algérie ? Le ministre est dans la science-fiction ou quoi ?», interroge le monsieur, déclenchant un fou-rire autour de lui puis un petit débat sur la question de l'industrie automobile en

Algérie. Ça rigolait certes, mais quand ils se sont lancés pour de vrai dans le sujet, l'universitaire et ses trois camarades, réunis autour d'une table de café-téria, ils avaient des choses à dire. «Ce que je n'arrive pas à comprendre en tout premier lieu, c'est cette incroyable facilité avec laquelle on décide à la place d'une banque dûment établie chez nous de ne pas proposer, comme cela se fait dans tous les pays du monde, des crédits auto», fait remarquer notre enseignant d'un coup extrêmement sérieux au point d'exi-

ger que son nom et «même les initiales» ne soit pas mentionnés, tant «on n'est plus sûr de rien par les temps qui courent», avant de revenir au sujet pour se demander : «Comment voulez-vous que des constructeurs automobiles viennent s'installer chez nous, bien qu'ils aient un grand intérêt, quand les pouvoirs publics eux-mêmes les découragent en brandissant des interdictions, ce qui est contraire à la philosophie de l'économie de marché.

Promulguer une loi puis produire une autre stipulant

le contraire quelques années plus tard, ce n'est pas un gage de stabilité. Et, à mon avis, il ne faudrait pas trop compter sur ces potentiels investisseurs dans le secteur de l'industrie automobile auxquels on fait appel pour venir monter des usines chez nous. Après la taxe sur les véhicules neufs instaurée l'année dernière, c'est au crédit à la consommation que les autorités s'attaquent maintenant. On ouvre le marché, on le referme sans rien proposer en substitution. Ça ne fait pas très sérieux, assène le prof d'université, religieusement écouté par ses trois amis, avant de poursuivre comme dans un réquisitoire : «Je ne suis pas économiste, mais les quelques notions que j'ai dans le domaine me permettent de dire que les investisseurs de chez nous comme les étrangers auront encore plus peur de se lancer dans les affaires en Algérie.»

Jugements parfois extrêmement durs, mais le fait est là. Il suffit de procéder à un petit recueil d'avis sur la suppression du crédit à la consommation pour comprendre encore une fois que le fossé entre les pouvoirs publics et le «petit citoyen» n'a pas fini de se creuser.

A. M.

AUCUNE RÉPERCUSSION SUR LE CLIENT

Nedjma assumera la totalité de la taxe de 5 %

L'opérateur téléphonique Nedjma vient de rassurer ses clients. Il n'y aura aucune augmentation des prix de vente de ses cartes de recharge et du coût de rechargement électronique.

«Nedjma annonce officiellement qu'elle prendra totalement en charge la taxe de 5 % instaurée dans l'article 32 de la loi de finances complémentaire pour 2009», a indiqué un communiqué rendu public par l'opérateur. L'opérateur se conforme ainsi aux instructions de la direction des impôts et de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications, qui ont confirmé que cette taxe doit être prise en charge totalement par l'opérateur.

«En aucun cas, le montant de la taxe ne doit être répercuté en sus des prix affichés par les opérateurs de téléphonie sur le prix de la carte ou sur le coût du rechargement», ajoute-t-elle, avertissant qu'«en conséquence, tout montant prélevé par des personnes autres que les opérateurs de téléphonie concernés expose leurs auteurs à l'obligation de reversement du montant du prélèvement majoré de pénalité, et ce conformément à la législation fiscale en vigueur».

Nedjma, qui a fait part de cette instruction à l'ensemble de ses boutiques, demande à ses clients de signaler toute augmentation constatée au niveau des points de vente.

Soulignons que Nedjma a répercuté la taxe de 5% sur ses clients depuis l'entrée en vigueur le 26 juillet dernier de la loi de finances complémentaire pour 2009.

S. A.

APRÈS L'UGTA ET LE PT

El-Islah apporte son soutien au gouvernement

Après Sidi-Saïd et Louisa Hanoune, c'est au tour de Djamel Ben-Abdessalam, secrétaire général du mouvement El-Islah, d'apporter son soutien au gouvernement. Profitant d'une journée d'étude consacrée à la restructuration de la jeunesse au sein de son parti, le successeur de Djahid Younsi s'est prononcé en faveur de la loi de finances complémentaire pour l'année 2009.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après avoir donné un bref aperçu sur l'historique du mouvement et l'importance du rôle que peut jouer la jeunesse au sein de son parti en particulier et dans la société en générale, le SG d'El-Islah a applaudi des deux mains les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2009.

«Il était temps d'en finir avec l'anarchie qui régnait sur le marché algérien», a-t-il d'emblée indiqué. Mais ce qui semble le plus du goût de Ben-Abdessalam, c'est la suppression du cré-

dit à la consommation. Selon lui, cette option pénalisait plus les simples citoyens qu'elle ne leur rendait service.

D'autant plus, explique-t-il, que tout cet argent engrangé au détriment des Algériens ne profitait qu'aux étrangers. «Pourquoi n'accordent-ils pas de crédit à l'investissement.

C'est ce dont ont le plus besoin nos citoyens», a-t-il ajouté. Selon le conférencier, les crédits à la consommation n'ont fait que diminuer le pouvoir d'achat des Algériens.

Avec un SNMG aussi bas, un faible pouvoir

d'achat, une flambée des prix à la veille du mois de Ramadan qui coïncide cette année avec la rentrée sociale, le maintien des crédits à la consommation aurait porté un coup fatal aux foyers algériens.

Le SG d'El-Islah désavoue le système fiscal instauré la LFC 2009. «A chaque reprise, il est question d'une augmentation des taxes.

Cela n'est ni de l'intérêt du citoyen ni de celui du Trésor public, car l'augmentation des taxes encourage l'évasion fiscale. Ce qui provoque un véritable manque à gagner à l'Etat», a-t-il souligné.

A en croire Ben-Abdessalam, il existe en Algérie plus de 40 taxes, qui «raflent» 60 % des revenus des Algériens. Dans un autre chapitre, Ben-Abdessalam a dénoncé ce qu'il appelle les

«dépenses inutiles», à savoir les festivals et les carnivals organisés à coups de milliards, alors que le simple citoyen fait face au chômage et à la cherté de la vie. «Avec tout cet argent dépensé inutilement, on aurait pu trouver une solution pour tous ces jeunes qui s'aventurent en mer à la recherche de cieux plus cléments», a-t-il martelé. Enfin, le SG d'El-Islah a réfuté toute menace sur la stabilité du parti.

En précisant que depuis la fin de l'élection présidentielle d'avril 2009, beaucoup de cadres-militants proches de Djaballah ont rejoint les rangs du parti.

Et d'ajouter que de nombreux militants d'El-Nahda qui avaient pressenti un rapprochement entre Djaballah et leur parti ont également rejoint El-Islah.

M. M.